

Un regard porté sur l'expérience du LPP et de la gauche pakistanaise

vendredi 2 avril 2010, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er avril 2010).

Sommaire

- [Une gauche pakistanaise \(...\)](#)
- [Les années 80-90 : du groupe](#)
- [De la constance dans le combat](#)
- [Une nouvelle étape](#)
- [A gauche...](#)
- [Internationalistes !](#)
- [ENCARTS](#)

A l'occasion d'un séjour de deux semaines au Pakistan, j'ai pu assister les 27 et 28 janvier 2010 au V^e Congrès du Labor Party Pakistan (LPP) - le Parti des travailleurs ou Parti travailliste pakistanais. Cette organisation, fondée en 1999, a connu ces dernières années un développement remarquable : croissance numérique (il comprend aujourd'hui plus de 7.000 membres), extension géographique (il est maintenant présent dans toutes les provinces du pays) et enracinement social (paysans, ouvriers, femmes...).

Ce développement est d'autant plus significatif qu'il n'y a pas si longtemps, le principal noyau historique du LPP n'était encore qu'un petit groupe politique d'origine trotskyste (The Struggle - La Lutte) présent avant tout au Pendjab, rejoint pour la fondation d'une nouvelle organisation par une poignée de cadres du Parti communiste, dans le Sind surtout.

Le dynamisme du LPP contraste avec l'atonie de la gauche traditionnelle dans un pays ayant connu une succession de régimes militaires, déchiré par l'affrontement de fondamentalismes religieux sunnites et chiites, déstabilisé par la guerre engagée par l'OTAN en Afghanistan et par l'activisme meurtrier des talibans. L'expérience du LPP est particulièrement intéressante.

Une gauche pakistanaise historiquement faible

Deux partitions. En 1947, le mouvement ouvrier était faible dans les provinces de l'Empire britannique des Indes qui constituent l'actuel Pakistan. La partition du pays et les gigantesques migrations qui l'ont accompagnée (12 millions de personnes déplacées dans de terribles conditions) ont coupé la gauche de ses bastions du sous-continent (comme le Bengale). Deux décennies plus tard, la guerre de 1971 a conduit à la rupture entre le Pakistan occidental et le Pakistan oriental. Cette seconde partition a, elle aussi, affaibli le communisme pakistanais. En effet, la gauche était alors mieux implantée dans ce qui est devenu le Bangladesh, notamment parce que d'importantes populations hindoues étaient restées sur place au lieu d'immigrer du côté indien. Plus généralement, les déchirements de 1947 et 1971 ont suscité des vagues successives de xénophobie intercommunautaire et de racisme (y compris de racisme antibengali au Pendjab) fort peu propices aux mouvements progressistes.

En 1947, le Parti communiste indien a accepté le principe de la partition. En conséquence, ses militants dans les communautés musulmanes ont rejoint le Pakistan, et vice-versa, donnant naissance à deux PC : indien (PCI) et pakistanais (PCP). Ils espéraient alors que la référence musulmane du nouvel Etat resterait plus culturelle que religieuse. Cet espoir était initialement nourri par les conceptions laïques prônées par le « père fondateur » du Pakistan, Muhammad Ali Jinnah ; mais il n'a pas résisté à l'islamisation progressive du pays.

Répression. Le Parti communiste a rapidement été victime de la répression. Il a été une première fois interdit en 1951 et, à nouveau, en 1955. Or, en 1951, il ne comptait probablement (côté occidental) que quelque 200 membres. Pour se reconstituer, il s'est fondu dans divers regroupements et a participé à la création en 1957 du National Awami Party (NAP, Parti national populaire). Le PCP n'avait ni l'armature programmatique ni la cohérence organisationnelle pour traverser sans dommage de telles expériences « entristées ». Les militants communistes se sont retrouvés en position subordonnée face à des directions nationalistes et réformistes souvent bourgeoises.

Conflit sino-soviétique. Le mouvement communiste pakistanais n'était pas au bout de ses peines. Le conflit sino-soviétique a provoqué des ruptures profondes en son sein, comme sous bien d'autres cieux. Mais la crise politique de la gauche au Pakistan a débouché sur une situation de paralysie particulièrement grave. En Inde, une première scission du PCI (prosoviétique) a donné naissance à un parti qui se voulait indépendant à la fois de Moscou et de Pékin - le PCI-M « marxiste » -, puis une seconde vague de scissions a vu l'émergence d'une extrême gauche maoïste dite « naxalite » (du nom du lieu d'une insurrection paysanne en 1967) engagée dans la lutte armée. Bien que profondément divisée, la gauche indienne a gardé des forces significatives.

Les choses se sont passées fort différemment au Pakistan. Vu le prestige de la révolution chinoise, l'influence du maoïsme s'est révélée importante. Cependant, à partir de 1965, Pékin a apporté au régime militaire son soutien face l'Inde, elle-même alliée à l'URSS. Dans ces conditions, non seulement le maoïsme pakistanais n'a pas eu la radicalité de son homologue indien, mais il a même soutenu un temps la dictature du général Ayub Khan au nom du caractère « progressiste » de sa politique étrangère.

La bureaucratie soviétique s'est alliée à l'Etat indien et la bureaucratie chinoise à l'Etat pakistanais - soit deux Etats en situation de guerre l'un contre l'autre. Les communistes pakistanais ont payé au prix fort ce jeu de pouvoir mortifère.

L'occasion manquée de 1968-1969. Le mouvement communiste pakistanais avait aussi hérité de la vision stratégique du PCI, de facture stalinienne, « étapistes » : l'attente d'une révolution démocratique bourgeoise avant laquelle il serait vain d'offrir une perspective socialiste aux luttes populaires. Très faible sur le plan organisationnel, il était aussi politiquement et idéologiquement impotent quand une immense vague de luttes ouvrières, paysannes et étudiantes a déferlé dans le pays en 1968-1969, créant pendant plusieurs mois une sorte de situation de double pouvoir social. Les communistes pakistanais n'ont ni voulu ni su saisir l'occasion.

L'occasion était pourtant d'autant plus importante que l'année 1968 est celle de l'offensive du Têt au Vietnam, des barricades étudiantes et de la grève générale de mai en France, du Printemps de Prague et de bien d'autres luttes dans le monde. L'impérialisme américain n'était pas en mesure de gendarmiser aisément le Pakistan si le besoin s'en était fait sentir.

Le PPP. Dans ces conditions, le Parti du peuple pakistanais (PPP), créé en 1967, a pu capitaliser la vague de radicalisation sociale, emportant les élections de 1970. Il a reçu le soutien et l'adhésion de bien des milieux progressistes et de nombreux cadres syndicaux, encouragés par la rhétorique

socialiste et les mesures économiques prônées par son dirigeant, Zulifar Ali Bhutto. Ainsi, quand le PPP a conquis le pouvoir en 1972, des communistes se sont intégrés au gouvernement. Des réformes parfois radicales ont bien été prises (nationalisations de secteurs clés), mais cela n'avait rien d'exceptionnel à l'époque. Les Bhutto représentant eux-mêmes une grande famille féodalo-capitaliste du Sind, il était vain d'espérer qu'ils s'attaquent à l'ordre dominant et l'aile gauche du parti n'a pas su briser le contrôle exercé par ce clan sur le PPP.

Quand les ouvriers sont descendus dans la rue en mai-septembre 1972, le gouvernement a décidé d'écraser dans le sang ce mouvement populaire : la répression a fait des dizaines de morts dans la métropole industrielle et portuaire de Karachi. Z. A. Bhutto avait déjà soutenu la guerre contre les Bengalis en 1971, comme il a réprimé les Baloutches. En 1973, il a pour la première fois introduit dans la Constitution une définition islamiste de l'Etat pakistanais, décision lourde de conséquences.

Bien que désillusionnée, la gauche pakistanaise s'est avérée incapable d'offrir une alternative au PPP. La voie était ouverte au développement de courants religieux radicaux d'extrême droite. En 1977, le coup d'Etat du général Zia Ul Haq a instauré une nouvelle dictature militaire et a initié le processus d'islamisation systématique du pays.

Zulifar Ali Bhutto ayant été pendu en 1979, le PPP a repris des couleurs progressistes aux yeux des milieux syndicaux et progressistes résistant à la dictature. Le Mouvement pour la Restauration de la Démocratie (MRD) est né avec la participation de toutes les ailes du PPP, droite, centre et gauche.

Les années 80-90 : du groupe The Struggle au LPP

The Struggle (La Lutte) est née en 1980, son noyau fondateur vivant alors en exil, aux Pays-Bas. Il appartenait au courant trotskiste du « Militant » britannique avec Ted Grant (Isaac Blank) pour figure de référence : le Comité pour une Internationale ouvrière (CIO). Il avait dans tous les pays l'entrisme pour ligne de construction, par exemple au sein du Parti travailliste en Grande-Bretagne. Au Pakistan ce fut au sein du PPP, vu les espoirs que ce parti suscitait dans la classe ouvrière et compte tenu de ce que le combat pour la démocratie constituait l'urgence de l'heure face à la dictature militaire.

En 1986, après 8 années d'exil, le noyau de direction est revenu s'établir au Pakistan, s'exprimant par le biais du mensuel *Mazdoor Jeddohud* (*Workers' Struggle, La lutte des travailleurs*). Il a été très rapidement confronté à une situation de crise généralisée de la gauche pakistanaise traditionnelle. Les illusions envers le PPP se sont à nouveau dissipées après l'accession au pouvoir de Benazir Bhutto en 1988. L'implosion de l'URSS a nourri un profond sentiment de désespoir, d'absence de perspectives, dans des milieux assez larges. Doublement orphelins (du PPP et du « camp socialiste »), les partis de facture stalinienne ont perdu l'essentiel de leurs forces militantes. Le début des années 1990 a été une période de réaction idéologique, favorisant le développement des mouvements fondamentalistes.

Indépendance de classe. Dans ce contexte de confusion politique et idéologique généralisée, le groupe qui fondera le LPP a maintenu son cap programmatique, socialiste. Il a mis fin en 1991 à sa politique entriste, jugeant à raison que la classe ouvrière allait se détacher du PPP.

En vue de construire une alternative, la perspective de création d'un parti ouvrier par les syndicats fut lancée en 1993. A cette fin, le Jeddohud Inlabi Tehrik (JIT, Struggle Revolutionary Movement, Mouvement de lutte révolutionnaire) a été constitué l'année suivante. Il s'attaquait à une question fondamentale : l'indépendance politique de classe. Comme nous l'avons déjà noté, à force d'alliances avec diverses forces bourgeoises, les organisations communistes traditionnelles ont délaissé ce

terrain, érodant leur identité et se retrouvant systématiquement en position subordonnée au sein des fronts, des blocs, des partis nationalistes.

Le projet qui a donné naissance en 1997 au LPP se comprend d'abord comme cela : reprendre le combat pour l'indépendance de classe, dans ses dimensions sociales, politiques et programmatiques. Ce faisant, les militants issus du groupe The Struggle ont pu gagner à ce projet des cadres syndicaux et des membres du PC qui n'acceptaient pas que leur parti ne parle plus de socialisme.

La rupture avec le CIO. La rupture entre ce qui deviendra le LPP et son affiliation originelle s'est produite en deux temps. Le CIO s'est divisé en 1991 ; l'une des questions essentielles dans la scission étant de savoir s'il fallait poursuivre la politique entriste ou pas. Ted Grant et ses soutiens étaient en minorité sur le plan international, mais avaient l'appui de la majorité du groupe The Struggle. La minorité au Pakistan a fondé en 1992 les Youth Fighters (Combattants jeunes) pour jeter les bases d'une organisation indépendante, et le JIT l'année suivante, dont le succès a ouvert la voie au lancement du LPP.

La rupture finale avec le CIO est advenue en 1997-1988 du fait de l'opposition de la direction internationale au lancement du LPP et, plus généralement, à la conception selon laquelle les sections nationales pourraient déterminer leur propre tactiques. La fondation du LPP a provoqué la séparation complète d'avec le CIO qui a maintenu une politique entriste au sein du LPP.

L'influence du courant The Militant semble avoir été pendant un temps très réelle au Pakistan, Ted Grant étant une référence auprès d'intellectuels et de journalistes. L'un des députés du PPP appartenait à leur organisation. Mais il est bien difficile de mesurer la cohésion et l'enracinement d'un courant entriste : s'il ne conquiert pas la direction du parti au sein duquel il opère (ce qui n'arrive qu'exceptionnellement), l'heure de vérité sonne quand il s'engage dans une construction indépendante. A force de reporter cette échéance et à force de divisions (ce courant international a connu plusieurs scissions successives), il semble que hors le LPP, les groupes issus du « Militant » au Pakistan aient perdu leur substance.

Une situation précaire. A la fin des années 1990, le LPP était toujours dans une situation très précaire. La confusion idéologique à gauche était alors à son comble. Ne pouvant plus se tourner vers Moscou ou Pékin, forcé de reconnaître qu'il n'y a pas, au sein des classes dominantes pakistanaïses, une « bourgeoisie nationale » dynamique, des intellectuels progressistes en sont venus à espérer que la « modernisation » du pays viendrait grâce à la mondialisation capitaliste, sous la houlette de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Tout en cherchant systématiquement à favoriser des alliances sur des échéances politiques ou des champs de lutte concrets, le LPP a donc dû engager un combat politique assez solitaire.

De la constance dans le combat

Si le LPP a pu se développer comme il l'a fait ces dernières années, c'est évidemment parce qu'un espace de résistance démocratique et sociale existait. De par son succès en 2006, le Forum social mondial de Karachi, auquel j'avais pu participer, a d'ailleurs spatialement incarné cet espace au sein duquel se sont retrouvés mouvements démocratiques, sociaux et politiques - un espace de liberté dans un pays sous régime militaire, subissant la pression du fondamentalisme religieux. Il n'était pour autant pas facile de saisir l'occasion d'un rebond politique. Comment le LPP a-t-il fait ?

Défendre son droit à l'existence. Le LPP a tout d'abord refusé de se laisser paralyser par la répression. La plupart de ses dirigeants (y compris ses dirigeantes) ont été arrêtés à un moment donné sous la dictature Musharraf. Ses cadres syndicaux et paysans peuvent être menacés de mort

par les sbires des propriétaires fonciers et capitalistes – et certains ont été tués, ou ont été emprisonnés par une police aux ordres. Dans le Nord-Ouest, ils peuvent être la cible des talibans (trois militants assassinés déjà). Jusqu'à maintenant, le LPP n'en a pas moins réussi à préserver son espace politique, son droit à l'existence, répondant à la répression par la mobilisation démocratique et refusant d'être rejeté dans la clandestinité. De même, ses militantes n'ont pas plié devant la montée des pressions intégristes.

Réactivité. Le LPP a aussi fait preuve d'une très grande réactivité. Il a favorisé un travail d'organisation syndicale dans des secteurs de la classe ouvrière particulièrement opprimés, comme dans les briqueteries, souvent implantées en milieu rural. Il a apporté un soutien sans condition à des luttes paysannes, malgré certaines réticences « ouvriéristes ». Il a initié ou participé à de nombreux combats féministes, avec le souci de répondre précisément aux besoins des secteurs populaires. Il a impulsé une intense campagne de solidarité après le tremblement de terre qui a dévasté le Cachemire en 2005. Il s'est pleinement engagé dans le processus des forums sociaux, au Pakistan comme sur le plan international. Il participe activement aux réseaux antiguerres de part et d'autre de la frontière indo-pakistanaise et contre la guerre d'Afghanistan. Il a mobilisé toutes ses énergies quand le Mouvement des Avocats a engagé l'épreuve de force avec le général Musharaff en 2007. Il s'est projeté jusque dans la vallée de Swat, au cœur du conflit entre armée et talibans, et s'est mobilisé en faveur des populations de « réfugiés internes », chassées par la guerre.

Une petite anecdote, pour illustrer ce sens de la réactivité. Une délégation du LPP a participé au Forum social mondial de Nairobi (Kenya) en 2007. Voyant que l'organisation du forum était largement entre les mains de grosses corporations (!) et que la restauration était hors de prix, les militants du LPP ont fait les marchés, monté un stand de fortune et vendu chaque matin un « curry anticapitaliste » qui a obtenu un gros succès populaire.

Avec des forces militantes qui restent fort limitées, le LPP couvre ainsi un large champ d'activités et répond du tac au tac à l'actualité politique.

Constance politique. Le LPP a fait aussi preuve d'une grande constance dans son orientation politique. A la recherche du « moindre mal », les milieux progressistes pakistanais ont eu bien souvent tendance à basculer d'une position à une autre suivant les circonstances. Face à l'incurie du régime parlementaire, nombreux sont ceux qui ont apporté un soutien plus ou moins affirmé aux militaires, comme en 1999 lors du coup d'Etat de Musharraf – pour s'en remettre ultérieurement à des partis civils clientélistes pour remplacer la dictature de l'armée. De même, ils peuvent soutenir l'offensive militaire contre les talibans après avoir manifesté beaucoup de tolérance envers les mouvements fondamentalistes au nom de l'anti-impérialisme.

Le LPP s'est toujours refusé à choisir entre deux maux : corruption des partis clientélistes ou régimes militaires, armée ou fondamentalistes religieux, OTAN ou talibans... Bien des complicités lient d'ailleurs ces pôles formellement opposés.

En maintenant contre vents et marées sa ligne « ni armée, ni fondamentalistes », « ni OTAN ni talibans », le LPP s'est plus d'une fois retrouvé relativement isolé parmi les organisations de gauche (il subit actuellement bien des critiques parce qu'il continue à dénoncer les exactions de l'armée au lieu de se taire au nom du danger taliban). Mais ce faisant, il a tracé dans la durée un indispensable sillon d'indépendance de classe sans lequel il n'y a pas de reconstruction possible à gauche. Voilà l'essentiel.

Courage. Disons les choses simplement. Il faut du courage pour multiplier les initiatives militantes dans un pays comme le Pakistan. Nous pas le courage des clandestins ou de la lutte armée, mais celui de se porter à découvert sur les « lignes de fronts » politiques et sociales les plus chaudes.

Comme d'aller porter sa solidarité auprès de villages chrétiens attaqués par des islamistes. Comme de se ranger aux côtés des paysans d'une ferme militaire, soumis trois mois durant par l'armée à un blocus total (l'AMP a eu onze membres tués de 2002 à 2009). Comme, femme, de défier les fondamentalistes et leur ordre moral. Comme de décider de s'organiser dans les zones de conflits frontaliers.

Une nouvelle étape

Ces dernières années, le LPP a connu une importante extension régionale et a renforcé son enracinement social. Ce faisant, il se transforme et c'est bien ce qui rend cette expérience particulièrement intéressante. The Struggle était, à l'origine, un noyau activiste idéologiquement compact. Bien qu'encore petit, le LPP présente aujourd'hui certains traits d'un parti de masse. De même, le dispositif originel du parti était pour l'essentiel établi au Pendjab. Bien qu'inégalement, il est maintenant présent dans tout le pays. La diversité pakistanaise se reflète du coup en son sein.

Parti et mouvements. Le LPP tente une expérience originale en ce qui concerne les rapports entre partis et mouvements sociaux. Il s'associe à des associations paysannes et à des syndicats ouvriers dans des initiatives qui combinent revendications sociales et message politique d'une façon peu courante en France. Ce fut par exemple le cas pour le grand meeting populaire de Faisailabad réuni au lendemain du congrès du LPP (voir encart ci-dessous).

Cependant, le LPP se refuse à reproduire les rapports « organiques » si courants en Asie du Sud entre les partis et « leurs » organisations de masse. Il ne « possède » pas une « aile » syndicale ou paysanne. Si, à ses yeux, seul un front commun entre partis de gauche et mouvements sociaux peut assurer le renforcement des luttes, cette association doit se faire dans la transparence et le respect de l'indépendance du mouvement social.

Déjà en 1994, The Struggle avait soutenu la formation de la Pakistan Workers Confederation (PWC, Confédération des travailleurs du Pakistan), de même que le LPP la National Trade Union Federation (NTUF, Fédération nationale des syndicats), fondée en 1998. Plus récemment, il a aidé à la constitution de l'Anjuman Mozareen Punjab (AMP, Association des paysans du Pendjab), notamment dans des fermes possédées par des institutions militaires, puis, en 2003, a facilité la mise en relation de 22 organisations paysannes qui ont créé la Pakistan Peasant Coordination Committee (PPCC, Comité de Coordination des Paysans du Pakistan). Il soutient de même à Faisailabad le Labor Quami Movement (LQM, Labor National Movement, Mouvement national des travailleurs)

Dès 1992, The Struggle avait décidé d'aider, avec l'appui d'institutions, de syndicats et d'organisations de la social-démocratie en Suède, le développement d'organisations sociales populaires : écoles destinées aux enfants travailleurs, centres d'appui au mouvement syndical, campagnes pour la paix... Au Pakistan, la Labor Education Foundation (LEF, Fondation d'éducation ouvrière) a joué un rôle moteur dans ces initiatives, en particulier à partir de l'an 2000. Cette même année, le LPP a soutenu la formation de la Women Workers Help Line (WWHL, Réseau de secours aux femmes travailleuses) et de la National Student Federation (NSF, Fédération nationale étudiante) puis, en 2003, du Progressive Youth Front (PYF, Front progressiste de la jeunesse).

The Struggle, puis le LPP, ont intégré de nombreuses coalitions unitaires : dès 1991, le Anti-War Committee Pakistan (Comité antiguerre du Pakistan) et, en 1992, le Joint Action Committee for Peoples Rights Lahore (JAC, Comité conjoint pour les droits du peuple, Lahore), ainsi, en 2005, que la Anti-Privatization Alliance (Alliance contre la privatisation)... Ils ont aussi participé à diverses expériences de coalition politiques de gauche en 1997, 2006, et aujourd'hui encore.

Ce bref passage en revue historique, montre une continuité politique certaine entre l'époque de The Struggle et celle du LPP : l'engagement dans le renforcement des mouvements sociaux, sur tous les terrains. Il montre aussi ce qu'il y a de nouveau : le poids grandissant des syndicats et associations paysannes par rapport aux structures plus associatives et aux ONG des premiers temps, avec un saut qualitatif au début des années 2000. Ce processus est toujours en cours. Une nouvelle association femme doit être bientôt impulsée à l'échelle fédérale (alors que la WWHL est née au Pendjab). La renaissance d'un mouvement étudiant radical en est encore à ses débuts. Quant au mouvement syndical et paysan, il reste divisé et très inégalement enraciné suivant les secteurs où les régions...

Nouveaux membres. Les adhésions au LPP sont aujourd'hui beaucoup moins « idéologiques » que par le passé : elles dépendent avant tout des activités politiques (campagnes diverses, lutte contre la dictature Musharraf) et sociales (appui aux luttes) du parti. C'est ainsi que non seulement des cadres, mais aussi des membres des syndicats et associations paysannes le rejoignent, lui donnant son assise populaire. La présence de responsables syndicaux, paysans et femmes était très affirmée durant le congrès du LPP.

Ce recrutement populaire du LPP (encore inégal suivant les régions : en certains endroits, il n'y a toujours qu'une poignée de membres) est une force. Mais l'adhésion au parti reste souvent fluide. Le nombre de cadres formés sur le plan théorique est limité. Le LPP ne veut pas freiner son expansion : il faut battre le fer quand il est chaud. Mais il lui faudrait pouvoir combiner expansion et consolidation, ce qui est plus facile à dire qu'à faire.

Fédéralisme. Autre nouveauté significative, lors de son dernier congrès, le LPP a élu un comité fédéral et non plus un comité national. Le Pakistan est un puzzle de provinces et, en se développant, le parti doit en tenir mieux compte. Pour la première fois, les 140 délégué.e.s venaient de toutes les provinces : Sind, Pendjab, Baloutchistan, Gilgit Baltistan, Sareiki Waseeb, Pukhtoonkhawa (Nord-Ouest) et Cachemire. Le projet est de constituer un parti indépendant au Cachemire sous administration pakistanaise - le Labor Party Kashmir - les Cachemiris restant pour l'heure membre du LPP. Signe de cette situation, les débats lors du congrès du LPP se déroulaient parfois entre délégations provinciales.

Le Pendjab reste la principale zone d'implantation, avec 3500 membres. Mais le Nord-Ouest pachtoune est la région où le LPP s'est récemment le plus rapidement développé (2000 membres) avec l'aide d'une petite organisation afghane. Le Sind, où se retrouvent bon nombre des cadres venus du PC, est la troisième province en nombre de membres. Le comité fédéral compte 31 membres, dont 9 femmes.

Il est d'autant plus important de tenir compte des réalités et des sensibilités nationales ou régionales du Pakistan que l'élite pendjabi domine dans une large mesure (avec des Pachtoune) l'armée et l'administration, ce qui nourrit le ressentiment des autres provinces. Or, l'ossature historique du LPP et de ses associations partenaires est elle aussi située au Pendjab. L'actuelle expansion géographique du parti contribue à mieux équilibrer son implantation, mais ce processus est encore loin d'être achevé.

D'une étape à l'autre. Une première étape a été franchie ces dix dernières années. Le LPP n'est pas une version élargie de The Struggle. C'est un parti qualitativement plus large tant dans sa composition que son profil politique : il se définit d'ailleurs comme « marxiste » et non plus spécifiquement « trotskiste » (même si l'héritage programmatique d'un marxisme antistalinien reste évident). Surtout, son rapport à la société a commencé à changer.

Bien entendu, une nouvelle étape de construction s'amorce alors même que la précédente n'est pas

encore achevée. Le LPP va faire face à de nouveaux problèmes et va devoir résoudre de nouvelles difficultés. Rien n'est acquis, mais le chemin parcouru est déjà plein d'enseignements. Nous devons nous approprier cette expérience pour en comprendre les leçons.

A gauche...

Lors de mon premier séjour au Pakistan, la participation au forum social de Karachi m'a donné un aperçu des forces progressistes pakistanaises et de divers mouvements sociaux, comme le Pakistan Fisherfolk Forum (PFF, Forum des pêcheurs pakistanais). Cependant, lors de mes déplacements qui ont suivi, en 2006 (à Lahore, Rawalpindi, Murdan ou au Cachemire), comme cette fois-ci à l'occasion de ma seconde visite (Lahore, Faisalabad, Kasur, Okara, Gujranwala), c'est par le LPP que j'ai été (fort bien) accueilli - mon « organisation sœur ». Même si j'ai eu l'occasion de rencontrer des représentants d'autres courants, je n'ai pas eu le temps de faire véritablement le point de l'état de la gauche pakistanaise dans son ensemble - ni même de visiter le LPP dans toutes les provinces. Je ne prétends donc pas présenter un tableau exhaustif de la situation et je me garderai de « conclusions » péremptoires...

Il semble cependant que le tournant dans la situation qu'exprime le développement récent du LPP commence à se faire sentir plus largement. Les illusions sur le rôle « modernisateur » de la mondialisation et de l'OMC se dissipent avec la crise capitaliste. Marx et les marxistes attirent un nouveau lectorat. Les anciens clivages stratégiques opposant staliniens, maoïstes et trotskistes seraient en train d'être dépassés. Plusieurs groupes issus de la gauche traditionnelle viennent de constituer ensemble le Workers Party of Pakistan (Parti ouvrier du Pakistan) - en espérant que ce regroupement durera plus longtemps que certains précédents.

L'ampleur du Mouvement des Avocats et les mobilisations de masse qui l'ont accompagné, avant et après la chute de Musharraf, ont été proprement exceptionnelles. Des luttes sociales comme celle des ouvriers du textile en juin 2008 à Faisalabad ou comme celle des paysans de la ferme laitière militaire d'Okara sont elles aussi remarquables tant par leur durée que par leur capacité à faire face à la répression. Les convergences qui se dessinent entre associations paysannes et syndicats de salariés - une convergence qui a assuré le succès du meeting de Faisalabad, au lendemain du congrès du LPP - sont riches de potentialités. La longue marche de l'Awami Tehreek (Peoples Movement, Mouvement du peuple) dans le Sind manifeste le dynamisme de mouvements régionaux. Le rejet tant des talibans que de l'armée qui se renforce dans le Nord-Ouest montre que là aussi, un espace existe pour une politique indépendante de gauche, alors que l'intervention de l'OTAN en Afghanistan s'enlise. Une nouvelle vague de radicalisation semble se dessiner en milieu étudiant. Dans ce pays soumis à des pressions islamistes très fortes, l'éventail des résistances féminines à la « normalisation » et le rôle qu'elles jouent dans de nombreux combats sociaux (des pêcheurs aux paysans) sont impressionnants.

Je ne voudrais certes pas prétendre que la situation est bonne au Pakistan ! Mais une brèche s'est ouverte qui peut permettre à une gauche radicale, conséquente dans ses engagements, de se reconstituer à une échelle sans précédent dans ce pays.

Internationalistes !

Le LPP fait de très gros efforts pour rendre concret son engagement internationaliste. Au-delà des réseaux et campagnes militantes (forum social, mouvement antiguerre...), il a tissé des liens importants en Suède, maintiens des liens politiques multiples et participe en tant qu'observateur

permanent à la vie de la Quatrième Internationale. Il souhaitait une présence étrangère aussi nombreuse que possible à son congrès et au meeting de masse qui a suivi. Seuls six militants ont répondu à son appel - et trois d'entre eux ont dû renoncer au voyage, n'ayant pas obtenu leurs visas : un Nord-Américain et deux Indiens. Nous étions donc trois présents - un Afghan, un Australien et moi-même - ce qui est trop peu.

En 2006 déjà, la participation internationale au FSM de Karachi avait été bien en deçà des enjeux que représentent le Pakistan et cette partie du monde. A l'heure où l'impérialisme états-unien conçoit « l'Afpak » comme un théâtre de guerre unique, il est temps que nous prenions conscience de l'importance du combat engagé par nos camarades du LPP et par la gauche pakistanaise. Ainsi que des menaces qui pèsent sur eux. Nous avons déjà dû et nous devons encore à l'avenir mener des campagnes de solidarité pour les protéger de la répression, ou pour les aider à se construire dans un pays où règne une grande pauvreté.

Il est de plus en plus difficile à des Pakistanais d'obtenir des visas pour se rendre en Europe. Il est plus facile à des Européens d'aller au Pakistan. Le séjour est passionnant, car le Pakistan, théâtre de guerre, est aussi le Pakistan, théâtre de luttes. Ceci est une invitation au voyage.

Pierre Rousset

ENCARTS

Le Pakistan

Le Pakistan a été fondé en 1947 avec la partition sanglante de l'Empire britannique des Indes. Il comprenait à l'origine le Pakistan occidental (l'actuel Pakistan) et le Pakistan oriental (devenu le Bangladesh). La rupture entre ces deux pays, séparés par toute la largeur de l'Inde, s'est produite après la guerre de 1971.

Le Pakistan représente avec 180 millions d'habitants (en 2009), le sixième Etat le plus peuplé du monde et le deuxième pays musulman après l'Indonésie. La population est considérée à plus de 70% sunnite et à 20% chiite, avec de petites minorités musulmanes (sufismes, ahmadis...), chrétiennes, hindoues, sikhs, parsis (zoroastriens)... Dans cet Etat fédéral à la croisée de nombreuses influences culturelles, le poids des provinces, régions et nationalités est très grand avec notamment le Pendjab et le Sind à la frontière indienne ; le Cachemire sous administration pakistanaise et Gilgit (chaîne himalayenne) à la frontière indo-chinoise ; le Nord-Ouest pachtoune, les zones tribales, à la frontière afghane ; le Baloutchistan à la frontière irano-afghane.

Allié des Etats-Unis et de la Chine, le Pakistan occupe une place géopolitique clé à la charnière du Moyen-Orient, de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud. Il est très directement impliqué, à sa frontière Ouest, dans le conflit d'Afghanistan. A sa frontière Est, la question du Cachemire alimente une situation de guerre latente avec l'Inde. Comme cette dernière, il est doté de l'arme nucléaire.

Largement agricole (coton, riz, canne à sucre), le pays exporte surtout des textiles et produits alimentaires. Outre le textile, l'industrie couvre le secteur des biens manufacturés, la chimie, les mines et la sidérurgie, le bâtiment... Le poids des services est important. Les rapports sociaux gardent souvent à la campagne des traits « féodaux » particulièrement brutaux et inégalitaires.

Le Pakistan a connu un processus d'islamisation - engagé surtout à partir de la fin des années 1970 - et une succession de régimes parlementaires clientélistes et de régimes militaires. Il a pour capitale Islamabad, ainsi que Lahore comme centre historique le plus connu et Karachi pour métropole portuaire et industrielle.

Un grand meeting ouvrier et paysan

Le congrès du LPP a été suivi le 29 janvier 2010 par un grand meeting populaire à Faisalabad (le plus grand centre de production textile du Pakistan) réunissant près de dix mille participant(e)s, en grande majorité des ouvriers et paysans, avec une présence significative de femmes. Il était conjointement appelé par le LPP, le Mouvement national des travailleurs (FQM) et l'Association paysanne du Pendjab (AMP) autour de deux exigences centrales : le droit à la sécurité sociale pour tous les travailleurs de l'industrie ; le droit à la terre pour qui la travaille, singulièrement dans les « fermes militaires », propriétés d'institutions militaires. L'essentiel de l'assistance est arrivé en cortèges militants avec force drapeaux rouges ; rares sont ceux qui sont venus individuellement : le LPP n'est présent que depuis peu dans cette ville et, surtout, les gens hésitent à se rendre à de telles réunions politiques par peur des attentats.

Les cortèges sont venus de Faisalabad et de ses faubourgs (contingents syndicaux, dont les travailleurs du textile) et de districts ruraux autour de Lahore, Okara, Delapur, Renala Khurd et Kulyana. Il était très important qu'ouvriers et paysans se retrouvent ainsi dans une initiative commune. La présence d'orateurs afghan, australien et français lui a donné une dimension internationaliste sous le mot d'ordre historique : « Proletaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Le meeting a affirmé sa solidarité avec les populations pachtounes victimes des affrontements entre talibans et armée, de même qu'avec les Baloutches, soumis à des atrocités de la part des militaires. Un sens de la solidarité qui se manifestait dans de nombreux slogans : « Les souffrances de chacun et chacune sont les souffrances de toutes et tous », « Droits égaux pour les femmes », « Non aux lois discriminatoires ». Ainsi qu'une radicalité affirmée : « Non au FMI et à la Banque mondiale », « A bas l'impérialisme américain », « A bas le capitalisme et le féodalisme », « L'Asie est rouge », « La lutte est notre stratégie ». « La révolution est notre chemin ». Combats antiguerre et exigences sociales étaient scandés : « Donnez une chance à la paix », « Non aux attaques de drones et aux fondamentalismes religieux », « Arrêt des violences ». « La terre ou la mort », « Les droits syndicaux, nos droits humains ».

De nombreux représentants des mouvements associatifs et syndicaux, ainsi que de divers courants de gauche, étaient à la tribune. Le meeting faisait en effet date. Il réoccupait l'esplanade Dhobi Ghat, ce haut lieu de rassemblements politiques désertés depuis plusieurs années par peur, notamment, des attaques suicides. Un ensemble de résolutions détaillées ont été adoptées à cette occasion en défense des droits des paysans, des ouvriers et des femmes comme autant d'engagements concrets pour les luttes à venir.

Flashs

La poésie joue un rôle très important dans la culture populaire au Pakistan. Ainsi, les meetings sont

introduits et scandés par des poèmes chantés ou récités, très appréciés. Ce fut le cas du meeting de masse de Faisalabad, mais aussi du congrès du LPP.

Les poètes sont des orateurs à part entière. Ainsi, durant le congrès du LPP, une poétesse a chanté l'oppression des femmes : « *Nous qui donnons vie à toute valeur / Nous sommes nous-mêmes sans valeur / Nous que l'on appelle paradis* / Nous vivons en enfer* » (* dans le Coran). Les déléguées ont de même animé le congrès de nombreux mots d'ordre féministes.

Le meeting de masse était appelé conjointement par des mouvements syndicaux ou paysans et par le LPP. Comme c'est la règle au Pakistan, l'ouverture effectuée par le LQM incluait la lecture d'un verset du Coran ; pas l'ouverture effectuée par le LPP : la gauche politique s'y refuse. La vice-présidente du LQM, Sumina Sarwer, est intervenue, vêtue d'un léger châle. Bushra Khaliq, dirigeante du LPP, a parlé cheveux aux vents - et s'est fait ovationner par l'assemblée populaire (elle est une excellente oratrice).

Etre l'hôte du LPP n'est pas de tout repos. Il faut porter un salut à un congrès, intervenir dans un meeting de masse, s'adresser à une assemblée d'avocats, rencontrer des ONG, affirmer sa solidarité à des paysans en lutte contre l'armée, assister à une réunion sur le rôle du syndicat avec des ouvriers des métiers à tisser, évoquer la situation mondiale avec des intellectuels de gauche, conter l'année 68 à des étudiants, se laisser interviewer par des journalistes, évoquer le féminisme dans une réunion de ville... et refuser, navré mais faute de temps, des invitations à se rendre à Murdan, Islamabad, Multan, Karachi...

P.-S.

* Note : des corrections ont été apportées le 14 mai 2011 à ce texte, dans la partie qui concerne le processus de rupture entre The Struggle/LPP et le CIO.